



Mars
2024

Publications ADEME

Mise en ligne sur la Librairie



sommaire

	ILS L'ONT FAIT 3
	EXPERTISES 9
	FAITS ET CHIFFRES 21
	CLÉS POUR AGIR 22
	HORIZONS 24
	HORS COLLECTION 27

RECUEIL

HOW TO EMBARK YOUR COMPANY UPON ITS CLIMATE CHANGE ADAPTATION JOURNEY?

30 French companies who are already taking action

2024/03 - 80 P - 011330

The aim of this guide is to help companies tackle the issue of adapting to climate change, an essential step in guaranteeing the sustainability and continuity of their activities. The examples of 30 French companies show that it is possible to embark on an adaptation process, whatever the size or sector of activity.

Structured around the logic of an adaptation journey, the guide presents examples of adaptation actions, assessment approaches, strategy development and monitoring and evaluation processes, rooted in the real-time experience of the sample companies. The guide also provides theoretical and methodological elements to help better understand the issues at stake, and to identify the best practices and tools to mobilize throughout the process.

To understand the challenges of climate change adaptation and learn more about the guide's content, please watch the video dedicated to it.

You can also download the [French version](#).



CARNET DES PROJETS 2024 - PROGRAMME COOP'TER

2024/03 - 28 P - 012403

Le Carnet des projets COOP'TER 2024 présente 23 projets en cours d'émergence et de déploiement dans le cadre du programme Territoires de Services et de Coopérations.

Ces projets engagés dans une démarche relevant de l'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération, cheminent vers des Ecosystèmes Coopératifs Territorialisés (ECT).



RETOURS D'EXPIÉRIENCE DU RÉSEAU FRANCE RÉNOV' POUR MOBILISER LES PROFESSIONNELS AUTOUR DE LA RÉNOVATION

2023/12 - 25 P - 012435

Ces 13 fiches vous proposent des retours d'expérience venant de structures du réseau France Rénov', dans les actions menées dans le but de mobiliser divers acteurs professionnels : Artisans & entreprises de travaux, experts, distributeurs de matériaux, agences bancaires, agents immobiliers, notaires, etc.

Chaque fiche (à l'exception de la n°6 qui se veut plus transversale) partage l'expérience menée par une structure en particulier, en s'attardant sur la nature de l'action, son territoire de mise en œuvre et son contexte, les différentes étapes ayant menées à sa concrétisation, le budget alloué et enfin un point sur ses objectifs et les résultats constatés.

Les porteurs nous partagent également des conseils et leurs conditions de réussite.

Ce travail a été réalisé dans le cadre du programme SARE et vise à la valorisation et au partage des actions mises en œuvre sur le terrain par ses structures de mise en œuvre.

Les réseaux professionnels cités ne dépendent d'aucune préférence de la part de l'ADEME, et dépendent uniquement des expérimentations réussies par les structures interrogées.



RETOUR D'EXPERIENCE

Changement climatique et énergie



CONSTRUCTION D'UNE TRAJECTOIRE D'INVESTISSEMENTS BAS CARBONE POUR UN GROUPE INDUSTRIEL MULTISITE PAPETIER CGW PACKAGING

Programme EXPEDITE
2024/03 - 2 P - 012430



CONSTRUCTION D'UNE TRAJECTOIRE D'INVESTISSEMENTS BAS CARBONE POUR UN GROUPE INDUSTRIEL MULTISITE DE L'AGROALIMENTAIRE COOPERL

Programme EXPEDITE
2024/03 - 2 P - 012432



CONSTRUCTION D'UNE TRAJECTOIRE D'INVESTISSEMENTS BAS CARBONE POUR UN GROUPE INDUSTRIEL MULTISITE AGH

Programme EXPEDITE
2024/03 - 2 P - 012425



CONSTRUCTION D'UNE TRAJECTOIRE D'INVESTISSEMENTS BAS CARBONE POUR UN GROUPE INDUSTRIEL MULTISITE LISI

Programme EXPEDITE
2024/03 - 2 P - 012427

Consommer autrement



LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX (PAT), LEVIERS DE DYNAMIQUES TERRITORIALES : EXEMPLE DE MAUGES COMMUNAUTÉ (49)

Retours d'expérience en Pays de la Loire
2023/07 - 2 P - 012250



LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX (PAT), LEVIERS DE DYNAMIQUES TERRITORIALES : EXEMPLE D'ANGERS LOIRE MÉTROPOLE (49)

Retours d'expérience en Pays de la Loire
2023/07 - 2 P - 012249



LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX (PAT), LEVIERS DE DYNAMIQUES TERRITORIALES : EXEMPLE DU PAYS DE RETZ (44)

Retours d'expérience en Pays de la Loire
2023/07 - 2 P - 012252



LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX (PAT), LEVIERS DE DYNAMIQUES TERRITORIALES : EXEMPLE DE LA HAUTE MAYENNE (53)

Retours d'expérience en Pays de la Loire
2023/07 - 2 P - 012387

RETOUR D'EXPERIENCE



LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX (PAT), LEVIERS DE DYNAMIQUES TERRITORIALES : EXEMPLE DE PAYS DE POUZAUGES (85)

Retours d'expérience en Pays de la Loire
2023/07 - 2 P - 012251

Déchets/Economie circulaire



PLATEFORME DE CO-COMPOSTAGE ET VALORISATION DES BIODÉCHETS. SYNDICAT MIXTE DÉPARTEMENTAL DE TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS DES HAUTES-PYRÉNÉES (65)

2024/0 - 2 P - 012418



PRÉVENTION ET GESTION DE PROXIMITÉ DES BIODÉCHETS EN ZONE TOURISTIQUE DE MONTAGNE. COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PYRÉNÉES CATALANES (66)

2024/03 - 2 P - 012421



DISPOSITIF INNOVANT DE COLLECTE ALTERNATIVE DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE À MAYOTTE

Via des relais communautaires en zones inaccessibles
2024/03 - 2 P - 012397

Energies renouvelables, réseaux et stockage



INSTALLATION BIOMASSE À LA CLINIQUE MONIÉ À VILLE-FRANCHE-DE-LAURAGAIS (31)

Chaudière automatique à bois plaquettes/granulés
2024/03 - 2 P - 012383



RÉCUPÉRATION DE CHALEUR FATALE DANS LES ABATTOIRS À LACAUNE (81)

2024/03 - 2 P - 012400



STRUCTURE MULTI-ACCUEIL À SAINT-GERMAIN-DU-TEIL (48). CHAUFFERIE GÉOTHERMIQUE SUR SONDES.

2024/03 - 2 P - 012399



EHPAD LES AIRELLES - VERNET-LES-BAINS (66). ASSOCIATION JOSEPH SAUVY. INSTALLATION SOLAIRE THERMIQUE

2024/03 - 2 P - 012398



IMMEUBLE COLLECTIF QUAI DE TOUNIS À TOULOUSE (31). CHAUFFERIE GÉOTHERMIQUE SUR SONDES

2024/03 - 2 P - 012401



HALTE GARDERIE ET CRÈCHE POMME D'API À DONNEVILLE (31). CHAUFFERIE SUR SONDES GÉOTHERMIQUES

Retour d'expérience en région
2024/03 - 2 P - 012405



PISCINE MUNICIPALE NÈGRE-PELISSE (82). CHAUDIÈRE À GRANULÉS DE BOIS, SOLAIRE THERMIQUE ET RÉSEAU DE CHALEUR

2024/03 - 2 P - 012404



SCHÉMA DIRECTEUR ET EXTENSION DES RÉSEAUX DE CHALEUR DE LA VILLE DE MOULINS (03)

2023/11 - 2 P - 012337



ENTREPRISE LA MATÉRIAUTHÈQUE DE CATHERINE À ESCALQUENS. CHAUFFERIE GÉOTHERMIQUE SUR SONDES (31)

2024/01 - 2 P - 012406



ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT. CHAUFFERIE GÉOTHERMIQUE SUR SONDES. FROUZINS (31)

2024/03 - 2 P - 012372



INSTALLATION SOLAIRE THERMIQUE - ELEVAGE LAITIER À SAINT-BRIEUC-DE MAURON

Bretagne - GAEC du Pont Ménard
2024/01 - 2 P - 012355



INSTALLATION SOLAIRE THERMIQUE POUR UN ÉLEVAGE LAITIER À PÉAULE (DEP 56)

Bretagne - production d'eau chaude - GAEC RYO
2024/02 - 2 P - 012358



INSTALLATION SOLAIRE THERMIQUE POUR UN ÉLEVAGE DE VEAUX DE BOUCHERIE À NAIZIN (56)

Bretagne - EARL Les Vitelliers de Pudhy
2024/02 - 2 P - 012360



CHAUFFE-EAU SOLAIRE AU CAMPING DE PEN PALUD À PLOEMEUR (56)

Bretagne - Plan camping durable
2024/01 - 2 P - 012359

LAURÉAT IA



BIOTJET - BASIC DESIGN D'UNE USINE DE BIODÉGRADATION AVANCÉE À PARTIR DE BIOMASSE LIGNOCELLULOSIQUE UTILISANT LA TECHNOLOGIE BIOTFUEL.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



ECO2 - STATIONS D'HYDROGÈNES INTÉGRÉES COMPACTES ET MOBILES.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



EO-BAB-5 - INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉOLIEN OFFSHORE.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



FOS 3F - CRÉATION D'UNE USINE DE PRODUCTION DE FONDATIONS FLOTTANTES EN BÉTON À FOS-SUR-MER.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



FRANCE KEREAUZEN - PRODUCTION DE KÉROSÈNE DE SYNTHÈSE VERT POUR L'AVIATION.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



GPMM - CRÉATION D'INFRASTRUCTURES PORTUAIRES DÉDIÉES À L'ÉOLIEN FLOTTANT.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



RECUP - PRODUCTION D'HUILE PRÉTRAITÉE À PARTIR DE DÉCHETS/RÉSIDUS.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



REUZE - PRODUCTION KÉROSÈNE SYNTHÉTIQUE À PARTIR DE CO2 ET D'H2.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



SEMOPPLNEOF - PORT LA NOUVELLE, PORT DE L'ÉOLIEN FLOTTANT EN MÉDITERRANÉE.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P



VELELLA - RÉDUIRE LE COÛT DE L'ÉNERGIE ET L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE L'ÉOLIEN FLOTTANT, TOUT EN AUGMENTANT SA FIABILITÉ.

Projet lauréat France 2030
2024/03 - 2 P

ÉTUDE-RAPPORT/SYNTHÈSE

Air et bruit

MÉCANISMES DE TOXICITÉ DES PARTICULES FINES ET IMPACT SUR LA TRANSITION EPITHÉLIO-MÉSENCHYMATEUSE

PnREST 2019 : ToxTEM, Toxicité des particules atmosphériques PM_{2,5} issues de zones urbano-industrielles et portuaire et impact sur la TEM des cellules pulmonaires
2024/01 - 84 P + 9 P

Des effets sanitaires néfastes chez l'Homme dus à la pollution des particules fines (PM_{2,5}) respirées dans l'air ont pu être mis en évidence dans quelques études. Au-delà des effets sanitaires tels que le stress oxydant, des dommages causés à l'ADN ou la mutagénicité, l'étude ToxTEM s'intéresse également à la transition épithélio-mésenchymateuse (TEM) en lien avec l'exposition de cellules pulmonaires aux PM_{2,5}.

Ce phénomène de la TEM caractérise une perte de l'adhérence cellule-cellule, une acquisition des marqueurs mésenchymateux et une augmentation de la capacité à dégrader les composants de la matrice extracellulaire, ce qui est le processus de progression métastatique observés dans les carcinomes pulmonaires.

L'objectif du projet ToxTEM est donc d'étudier les effets sanitaires des particules fines (PM_{2,5}) à partir d'échantillons prélevés dans différentes zones contrastées (urbaine, industrielle, portuaire, trafic routier) et les mécanismes de toxicité dont l'apparition de la TEM dans les cellules pulmonaires humaines exposées de façon aiguë ou subaiguë.

Les résultats montrent une augmentation significative de trois paramètres, l'inflammation, le stress oxydant et la métabolisation des xénobiotiques, liés à la toxicité des PM_{2,5} dans les extraits des cellules pulmonaires étudiées notamment dans les échantillons prélevés sous influence industrielle et du trafic routier. Concernant le mécanisme de la TEM, il a été mis en évidence particulièrement avec l'échantillon sous influence trafic routier après sept jours d'exposition aux extraits de PM_{2,5}.

Enfin, grâce aux travaux du projet ToxTEM, ce qui est à retenir en premier c'est la capacité des particules fines PM_{2,5} à déclencher la TEM de manière différente selon leurs origines.

L'intérêt d'identifier des mécanismes, tels que la TEM, est important afin de comprendre plus en détails l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé.

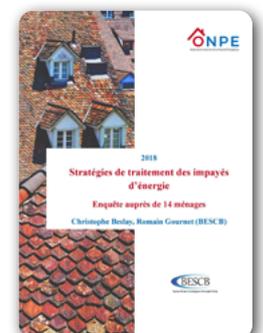


Bâtiment

ONPE - STRATÉGIES DE TRAITEMENT DES IMPAYÉS D'ÉNERGIE 2018

2024/03 - 33 P

Un étude sur les parcours de ménages en impayés d'énergie est basée sur l'exploitation de quatorze entretiens avec des ménages en impayés d'énergie et, pour dix de ces ménages, un entretien avec l'un ou l'autre des professionnels qui suivent, orientent et accompagnent ces ménages dans leurs démarches.



AVIS TECHNIQUE ADEME : DÉCARBONATION DU CHAUFFAGE

Décarboner le chauffage : quelle place pour les pompes à chaleur ?
2024/03 - 21 P

L'exploitation des bâtiments représente 47 % des consommations énergétiques françaises et génère 18 % des émissions nationales de gaz à effet de serre (GES). Ces émissions sont principalement dues au chauffage et aux besoins thermiques (eau chaude sanitaire, cuisson) qui reposent aujourd'hui encore à plus de 50% sur des énergies fossiles (fioul, gaz fossile).

Passer d'une énergie fossile à un vecteur décarboné devrait permettre d'abaisser rapidement et très significativement (d'un facteur 15 pour le fioul et 10 pour le gaz 1) les émissions de CO₂.

Toutefois, les solutions ne sont pas universelles, pas toutes matures, et ne peuvent s'envisager indépendamment de l'isolation. L'ADEME revient dans ce document sur les conditions de réalisation d'une telle transition.



TEST DE POMPES À CHALEUR AIR/EAU EN LABORATOIRE SEMI-VIRTUEL

Essais de performance de pompes à chaleur air/eau
2024/03 - 43 P

Ce rapport présente les résultats d'essais sur des pompes à chaleurs (PAC) air/eau double service, dans un environnement d'essais « semi-virtuel » combinant PAC réelle et modèle numérique du bâtiment et des émetteurs afin d'objectiver les performances de ces systèmes.

Les essais ont été menés sur deux configurations, une PAC « moyenne température » installée en maison peu isolée et une PAC dite « haute température » installée en maison non isolée. Les résultats ont permis d'obtenir des éléments sur l'évolution du coefficient de performance (COP) en fonction de la température extérieure. Des zooms sont proposés sur le fonctionnement par temps froid ou en période de cyclage. Enfin, des projections sur une saison de chauffage entière ont conduit à des COP annuels voisins de 3 pour les deux configurations.

Cependant, il ne faut pas pour autant en déduire que l'isolation des logements est superflue. En effet, avec un COP de 3, une maison classée F verra certes sa consommation d'énergie baisser, mais cette baisse ne sera pas suffisante pour atteindre, à l'échelle du parc, un volume de consommation d'électricité compatible avec le développement d'un système électrique décarboné.



Changement climatique et énergie

PROJETS PHOTOVOLTAÏQUES, ÉOLIENS ET CHANGEMENT D'AFFECTATION DES TERRES SUR LES SITES

Développement d'une méthode pour évaluer a priori les impacts sur les stocks de carbone et la biodiversité
2023/12 - 98 P + 34 P + 20 P

Le développement des énergies renouvelables (EnR), notamment éolienne et photovoltaïque, constitue un des leviers majeurs pour réduire notre consommation d'énergies fossiles carbonées et répondre à l'augmentation des besoins de production d'électricité décarbonée. La stratégie nationale bas carbone (SNBC) et les scénarios prospectifs existants concluent au rôle indispensable de ces EnR dans l'évolution vers un mix énergétique décarboné.

Néanmoins, l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol ou d'un parc éolien terrestre peut affecter les stocks de carbone présents dans les écosystèmes en induisant des changements dans l'occupation et l'utilisation des sols (c'est-à-dire l'affectation des terres). Dans le cas de défrichement ou d'altération des sols et des stocks de carbone qu'ils contiennent, ces changements peuvent générer des émissions de CO₂ vers l'atmosphère et/ou des pertes de puits de carbone.

Cette étude a permis de développer une méthode pour évaluer les incidences du changement d'affectation des terres engendré par les centrales photovoltaïques au sol et les parcs éoliens terrestres sur leur bilan carbone, et de la transcrire dans un outil utilisable par les développeurs de projet et les bureaux d'étude. Au regard des incidences des changements d'affectation des terres sur la biodiversité locale, cette méthode intègre également des indicateurs sur la biodiversité.

L'outil est téléchargeable sur le lien « Consulter le document ».



PROJET DE RECHERCHE RECRE

2024/03 - 84 P

Ce projet cherche à évaluer dans quelle mesure l'introduction de végétation peut contribuer à l'amélioration du confort et de la qualité d'usage des cours d'école parisiennes, tout en préservant leur gestion et leur exploitation. À cet effet, une grille d'analyse multi-critères est élaborée, croisant différents champs pluridisciplinaires explorés dans l'état de l'art, tels que la modélisation des services écosystémiques, les pratiques pédagogiques en lien avec la nature, et les services rendus par le végétal. Cette grille est utilisée pour analyser un échantillon de 10 cours d'écoles parisiennes. La réalisation de scénarios de végétalisation contrastés de ces écoles a permis ensuite de tester un outil d'évaluation de services écosystémiques créé dans le cadre de ce projet, à destination des maîtres d'ouvrage et concepteurs de projets d'aménagements d'espaces verts en milieu urbain dense. L'analyse des scénarios sous l'angle des services de régulation a mis en avant le rôle crucial que le végétal peut jouer dans la création d'espaces confortables et habitables, soulignant l'importance de combiner des solutions vertes et bleues pour des résultats optimaux.



PROJET DE RECHERCHE MESH-2C

2024/03 - 250 P

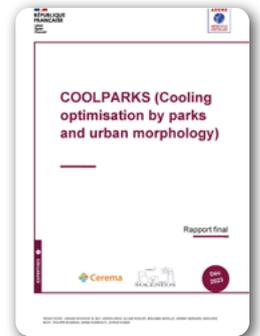
Le projet de recherche MESH-2C vise à comprendre comment les formes urbaines, les matériaux, la végétation et la ventilation affectent les conditions climatiques urbaines afin de lutter contre les îlots de chaleur et d'améliorer le confort thermique en extérieur dans le contexte du changement climatique. Les études menées dans le cadre de ce projet ont montré que les arbres et leur ombrage sont les éléments les plus efficaces pour résoudre ces problèmes. En conséquence, un algorithme a été développé pour aider à planifier la végétation urbaine, en choisissant les espèces et leurs emplacements en fonction de leurs besoins et de leurs effets sur le microclimat local.



PROJET DE RECHERCHE COOLPARKS

2024/03 - 145 P

La méthodologie mise en œuvre dans le cadre de ce projet, vise à évaluer l'impact des espaces verts sur la température de l'air (extérieur et intérieur). Le projet se compose de quatre volets : le premier volet concerne la cartographie des parcs de Nantes selon des caractéristiques géoclimatiques, le deuxième volet traite de la génération de connaissances scientifiques sur le rafraîchissement provoqué par les parcs à l'aide de méthodes numériques, le troisième volet se concentre sur la production de connaissances scientifiques concernant le rafraîchissement induit par les parcs grâce à des méthodes expérimentales, et le quatrième volet synthétise les résultats des deux premières sections dans un outil d'aide à la conception intitulé CoolParksTool. Cet outil se présente sous la forme d'un plug-in pour le logiciel gratuit et open-source QGIS. Il permet d'évaluer la fraîcheur générée par un parc en fonction de sa taille et de sa composition, l'étendue du rafraîchissement selon la morphologie du bâti situé autour du parc, ainsi que les répercussions sur la consommation d'énergie et le confort thermique des bâtiments environnants.



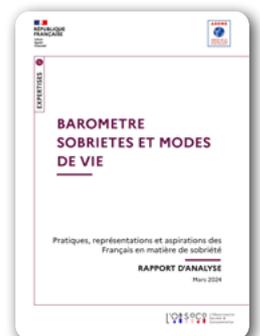
BAROMÈTRE SOBRIÉTÉS ET MODES DE VIE

Pratiques, représentations et aspirations des Français en matière de sobriété

2024/03 - 22 P

Dans un contexte où des évolutions dans nos modes de vie, nos modes de consommation et de production s'imposent, l'ADEME a lancé un nouveau baromètre, avec l'aide de l'ObSoCo, sur les questions de sobriétés et modes de vie pour mieux appréhender les évolutions des pratiques et représentations des Français sur ce sujet, mais aussi les conditions de mise en œuvre de démarches collectives et individuelles de sobriété et les incidences positives et négatives sur les différents publics.

Cette première édition s'appuie sur une vaste enquête réalisée auprès d'un échantillon de 4 000 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 75 ans. Celle-ci est divisée en deux grandes parties : l'une concerne les pratiques et modes de vie des répondants dans 6 domaines (mobilité, tourisme, alimentation, consommation, numérique, logement), l'autre interroge les représentations associées à la notion de sobriété, l'attachement au modèle et aux valeurs consuméristes, ou encore l'adhésion à des principes et mesures collectives de sobriété.



LES INÉGALITÉS ENTRE MÉNAGES DANS LA TRANSITION

Une analyse prospective des effets redistributifs dans les scénarios Transition(s) 2050
2023/03 - 155 P

La présente étude s'inscrit dans le cadre du projet de prospective Transition(s) 2050 et vise à désagréger les résultats macroéconomiques sur lesquels s'appuient les autres feuillets. Pour cela, un modèle de microsimulation est mobilisé pour projeter un échantillon représentatif de 12,000 ménages métropolitains aux horizons 2030 et 2050. Les effets démographiques, économiques et technologiques des scénarios de transitions sont représentés et permettent de révéler différents impacts de la transition à l'échelle des ménages :

- Les inégalités de revenus augmentent très légèrement dans les scénarios de transitions mais restent dans un intervalle comparable aux niveaux observés en France sur les 3 dernières décennies. Elles ne sont affectées que marginalement par la transition énergétique et dépendent plus largement de la répartition catégorielle des revenus, des mécanismes de redistribution des fruits de la croissance économique et des évolutions démographiques d'ici 2050.
- Les différents scénarios de transition réduisent globalement la dépendance des ménages à l'énergie mais de nouvelles vulnérabilités apparaissent chez les ménages modestes, en raison d'un accès inégal aux gains d'efficacité énergétique, notamment dans les scénarios reposant moins fortement sur la rénovation du bâti existant.
- Les écarts de consommation énergétique en fonction du niveau de vie sont réduits, principalement par la réduction des inégalités énergétiques liées au logement. A terme, la quantité d'énergie que les ménages consomment pour leur logement est, en moyenne, comparable entre les déciles de niveau de vie malgré l'augmentation des prix de l'énergie sous l'effet de la contribution carbone.
- La consommation énergétique du transport reste inégalitaire, croissante avec le niveau de vie et décroissante avec la densité de l'habitat, malgré une diffusion large des nouveaux véhicules, qu'ils soient thermiques ou électriques. Le seul renouvellement du parc automobile et les gains d'efficacité qui l'accompagnent ne suffisent pas à atteindre les cibles de décarbonation : des réductions supplémentaires, par sobriété choisie ou subie, sont à intégrer pour garantir la neutralité carbone en 2050.



PHOTOVOLTAÏQUE ET BIODIVERSITÉ

Identification des questions scientifiques à adresser et première estimation des moyens à déployer pour y répondre
2024/02 - 155 P

La présente étude s'intègre dans le programme « PV et biodiversité » financé par le SER, Enrplan et l'ADEME visant à contribuer à la quantification de l'impact des projets photovoltaïques au sol sur la biodiversité en France métropolitaine et à développer des pratiques opérationnelles les moins impactantes possible sur l'environnement. Elle fait suite à la première phase du programme « PV et biodiversité » (2019-2021) qui avait comme objectif d'exploiter et de valoriser les données issues d'études d'impacts et suivis réglementaires sur un large échantillon de parcs photovoltaïques au sol en France métropolitaine et a visé à préfigurer les prochaines étapes du programme. Cette nouvelle phase avait pour objectif d'identifier quelques sujets prioritaires à étudier concernant les effets des projets photovoltaïques sur la biodiversité. Le bilan sur la cartographie des connaissances a pointé un besoin de mieux quantifier l'impact du PV au sol sur la biodiversité en France métropolitaine sur des sujets liés à différentes expertises associées à des données scientifiques diverses qui ne pourront pas toutes être traitées dans le cadre de ce programme. Ce bilan a mis en exergue la nécessité d'identifier quelques incidences potentielles sur lesquelles les données d'études d'impacts et de suivis réglementaires environnementaux pourraient être mobilisées afin d'améliorer les connaissances sur ces sujets.

Les questions scientifiques retenues portent sur l'incidences d'éléments constitutifs de projets PV vis-à-vis de cinq entités biologiques majeures : l'avifaune, les chiroptères, les milieux ouverts, les zones humides et les milieux aquatiques. Les résultats ont montré que certains protocoles devront être définis dans le cadre de futurs travaux pour répondre à des pans de questions spécifiques et que des protocoles de suivis standardisés pour le PV au sol regroupant les aspects soulevés par les questions le concernant pourraient être dissociés de protocoles de suivis pour le PV flottant.



METHODOLOGICAL GUIDE TO DRAFTING A SECTORAL TRANSITION PLAN FOR THE DECARBONISATION OF INDUSTRY

Projet Finance ClimAct
2024/03 - 88 P - 012391

The Sectoral Transition Plans have demonstrated their relevance in mobilizing all concerned stakeholders of a sector towards a common goal of constructing different decarbonisation scenarios. These allow for a shared view of the challenges and necessary decarbonisation investments for a sector, and the identification of the necessary conditions for the implementation of this decarbonisation.

The STPs already carried out as of now constitute a useful basis to foster new decarbonisation initiatives in other sectors.

Before the second half of 2024, all 9 Sectoral Transition Plans initiated by ADEME through the European program LIFE Finance ClimAct will be finalized and published. This guide presents the method upon which the construction of these STPs was made, step by step, and illustrated through the feedback of the STPs carried out by ADEME.



Consommer autrement

ANALYSE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE NORMAND, DE SA DURABILITÉ ET DE SA RÉSILIENCE

2023/09 - 130 P + 15 P + 1P

Souhaitant amplifier son appui auprès des dynamiques territoriales en faveur de la transition agricole et alimentaire, l'ADEME a engagé une démarche de diagnostic du système alimentaire en région Normandie. Ce travail de diagnostic vise à mieux orienter les politiques d'accompagnement des démarches territoriales autour de l'agriculture, des filières agro-alimentaires et de l'alimentation. Il comprend notamment un volet prospectif - co-construction avec les partenaires régionaux de deux scénarios d'évolution du système alimentaire - destiné à enrichir les travaux prospectifs conduits à l'échelle nationale par l'ADEME et ses partenaires. Cette étude pourra constituer une ressource précieuse pour les démarches territoriales (PAT ou autres) engagées au sein de la région, afin de leur permettre de s'inscrire dans une analyse plus globale et régionale des enjeux et potentialités du système alimentaire. Une étude similaire a été conduite en région Nouvelle Aquitaine, PACA, dans Les Hauts de France, en Occitanie et est en cours en région Auvergne Rhônes Alpes.

Un rapport final, une synthèse et un portrait du système alimentaire permettent un diagnostic et une analyse globale du système alimentaire en Normandie et proposent des premières pistes d'évolution.



ECOLABEL EUROPÉEN - PRODUITS D'HYGIÈNE ET DE DÉTERGENCE

Notices de certification du label écologique de l'Union européenne

2023/09 - 33 P + 28 P + 32 P

L'Ecolabel européen, ou label écologique de l'Union européenne, est le seul label écologique public et officiel européen permettant de valoriser des produits et services plus respectueux de l'environnement tout en garantissant des performances identiques à celles des produits et services analogues. L'Ecolabel européen repose sur une approche cycle de vie / multicritères. Il s'inscrit dans le cadre de la politique de la Communauté en matière de consommation et de production durables, qui vise à réduire l'incidence négative de la consommation et de la production sur l'environnement, la santé, le climat et les ressources naturelles. En France, le Ministère de l'environnement a confié l'accompagnement de la politique française en matière d'Ecolabel européen à l'ADEME et sa délivrance à des organismes certificateurs accrédités par le COFRAC.



ECOLABEL EUROPÉEN - PRODUITS DE BRICOLAGE ET DE JARDINAGE

Notices de certification du label écologique de l'Union européenne
2023/09 - 25 P + 25 P

L'Ecolabel européen, ou label écologique de l'Union européenne, est le seul label écologique public et officiel européen permettant de valoriser des produits et services plus respectueux de l'environnement tout en garantissant des performances identiques à celles des produits et services analogues. L'Ecolabel européen repose sur une approche cycle de vie / multicritères. Il s'inscrit dans le cadre de la politique de la Communauté en matière de consommation et de production durables, qui vise à réduire l'incidence négative de la consommation et de la production sur l'environnement, la santé, le climat et les ressources naturelles. En France, le Ministère de l'environnement a confié l'accompagnement de la politique française en matière d'Ecolabel européen à l'ADEME et sa délivrance à des organismes certificateurs accrédités par le COFRAC.



LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX EN PAYS DE LA LOIRE (INFOGRAPHIE)

2023/07 - 4 P - 012248

Les projets alimentaires territoriaux (PAT) visent à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs, pour développer une agriculture et une alimentation durables et de qualité sur leurs territoires. Reconnues par la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014, ces démarches de terrain, volontaires et multi-acteurs établissent un diagnostic du territoire et mettent en œuvre des solutions concrètes pour répondre aux problématiques locales. En 2021 : le plan de relance a permis de renforcer le développement des projets alimentaires territoriaux.



AGRIBALYSE - BIODIVERSITÉ LOCALE

Améliorer la prise en compte de la biodiversité « à la parcelle » en analyse de cycle de vie pour Agribalyse
2023/12 - 102 P

Cette étude s'est intéressée aux méthodes de calcul des impacts de la production agricole sur la biodiversité locale (ou à la parcelle) lié à l'usage des terres. Quatre méthodes ont été analysées et appliquées à des données d'Agribalyse. Les résultats diffèrent entre les méthodes, révélant deux types d'approches : les méthodes à majeure « géographie » pour lesquelles les variations d'impacts entre zones de production sont dominantes par rapport aux variations de pratiques, et les méthodes à majeure « pratiques », pour lesquelles la géographie est moins ou pas du tout discriminante par rapport aux pratiques.



PRODUCTION D'INVENTAIRES DE CYCLE DE VIE « SUBSTITUTS VÉGÉTAUX » POUR LA BASE DE DONNÉES AGRIBALYSE

Synthèse des travaux & description des principaux choix méthodologiques
2023/11 - 56 P

La base de données AGRIBALYSE contient plus de 2 500 jeux de données d'impacts environnementaux sur les produits alimentaires majoritairement consommés en France.

Cette base de données est continuellement enrichie avec de nouvelles données. Dans le contexte du développement de nombreuses références de substituts végétaux aux produits carnés, ce projet a eu pour objectif de générer des ICV (Inventaires de Cycle de Vie) destinés à enrichir la base AGRIBALYSE avec des nouvelles références, essentiellement des produits ou plats dits « végétariens », ces ICVs devant être construits selon les règles méthodologiques de la base de données AGRIBALYSE.

La création des données concerne des aliments pour certains déjà référencés dans la base nutritionnelle CIQUAL, pour d'autres non encore référencés dans la base CIQUAL, mais présents sur le marché alimentaire et présentant un enjeu sociétal important (substitution de produits carnés).

Ce travail a porté sur la création de 40 nouveaux jeux de données, dont une partie a été intégrée dans la version 3.1 de la base de données publiée à l'été 2022, et une partie qui sera intégrée dans la version 3.2 qui sera publiée mi 2024.



Déchets/économie circulaire

BILAN NATIONAL DU RECYCLAGE (BNR) 2012 - 2021

Évolutions du recyclage en France de différents matériaux : métaux ferreux et non ferreux, papiers et cartons, verre, plastiques, inertes du BTP, bois et textiles
2024/03 - 161 P + 1 P + 1 P

Depuis 2002, le Bilan National du Recyclage (BNR) présente les principales évolutions des chiffres du recyclage en France pour les différents matériaux clés de l'économie française : métaux ferreux, métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc, plomb), papiers et cartons, verre, plastiques, textiles, inertes du BTP, et bois.

Pour cette nouvelle édition, l'ADEME privilégie l'analyse des évolutions relatives à chacun des matériaux au regard des éléments de contexte économique, technique et réglementaire et présente les chiffres clés de chaque filière, à partir d'une vision d'ensemble sur dix années glissantes (2012-2021), un atterrissage en 2020 et 2021.

Cette analyse a pour objectif de mettre en évidence les freins actuels au recyclage des matériaux, et d'identifier les leviers pour les dépasser afin d'augmenter le taux d'incorporation de Matières Premières de Recyclage (MPR) dans la production française.



BILAN NATIONAL RECYCLAGE (BNR) 2012-2021 / MÉTHODOLOGIE

Évolutions du recyclage en France de différents matériaux : métaux ferreux et non ferreux, papiers et cartons, verre, plastiques, inertes du BTP, bois et textiles
2024/03 - 93 P

Depuis 2002, le Bilan National du Recyclage (BNR) présente les principales évolutions des chiffres du recyclage en France pour les différents matériaux clés de l'économie française : métaux ferreux, métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc, plomb), papiers et cartons, verre, plastiques, textiles, inertes du BTP, et bois.

Pour cette nouvelle édition, l'ADEME privilégie l'analyse des évolutions relatives à chacun des matériaux au regard des éléments de contexte économique, technique et réglementaire et présente les chiffres clés de chaque filière, à partir d'une vision d'ensemble sur dix années glissantes (2012-2021), un atterrissage en 2020 et 2021.

Le rapport méthodologique du BNR présente la méthodologie d'obtention des données, les travaux de vérification et de mise en cohérence des données entre différentes sources et avec les précédents exercices, ainsi que les limites associées aux données.



BILAN NATIONAL DU RECYCLAGE (BNR) 2012 - 2021 / EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2024/03 - 176 P

Ce document présente le bilan environnemental pour de 11 filières de matériaux (métaux ferreux et non ferreux -aluminium, cuivre, zinc, plomb, verre, papiers-cartons, plastiques, bois, déchets inertes et textiles) en considérant les étapes de collecte en France et à l'étranger jusqu'à la réincorporation de matières recyclées en France.

Les impacts et bénéfices environnementaux liés aux différentes étapes (impacts de la collecte, du tri, du recyclage, et matière vierge et fin de vie évitées grâce au recyclage) sont évalués à la tonne de matière recyclée réincorporée dans chaque filière et au global de la filière quand les chiffres sont disponibles au niveau du BNR 2021.

Le rapport comprend les choix méthodologiques, les données collectées et utilisées et leur qualité, les résultats d'impacts et la sensibilité des résultats à certains paramètres. Il présente également les limites.



Développement durable

ATLAS 2023 NOUVELLE-AQUITAINE

2024/0 - 41 P - 012385

L'Atlas régional proposé par l'ADEME Nouvelle-Aquitaine a pour principal objectif de représenter l'état des lieux annuel des principales stratégies déployées aux différentes échelles du territoire : région, départements, CRTE, EPCI.

Les actions dans le cadre du plan de relance et de France 2030, ont permis d'intensifier les actions en faveur des entreprises. Les différents programmes déployés par l'ADEME ont impacté des entreprises de toutes les tailles et sur l'intégralité des territoires et ont concerné de multiples thématiques (cartes p.37, 38 et 39).

Avertissement aux lectrices et lecteurs : cet atlas n'est pas un outil d'évaluation des politiques menées par l'agence en Nouvelle-Aquitaine, mais une mise en perspective de notre action dans sa dimension territoriale.



Economie circulaire

ETUDE DU POTENTIEL D'AMÉLIORATION DU RECYCLAGE DES MÉTAUX EN FRANCE

Etat des lieux du recyclage de l'acier, de l'aluminium et du cuivre en France et plan d'action
2023/12 - 220 P + 42 P

Cette étude analyse le recyclage de trois métaux de base (acier, aluminium, cuivre) en France, aujourd'hui et à l'horizon 2030.

Elle présente tout d'abord, pour chaque métal, un état des lieux du recyclage en France : chaîne de valeur, volumes de Matières Premières de Recyclage (MPR) disponibles et incorporées, imports-exports de MPR par comparaison avec quatre pays européens, enjeux à 2030, principaux freins au recyclage et analyse des principaux gisements recyclables ayant un fort potentiel d'amélioration.

Elle présente ensuite six recommandations pour améliorer le recyclage des métaux de base en France. Ces leviers sont synthétisés dans un plan d'action à 2030.



ETUDE DE PRÉFIGURATION DE LA FILIÈRE REP AIDES TECHNIQUES

2024/02 - 37 P

La Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire prévoit la possibilité de créer une filière à Responsabilité Elargie des Producteurs (REP) pour les Aides Techniques mentionnées à l'article L. 245-3 du code de l'action sociale et des familles. Le lancement des travaux de préfiguration de cette nouvelle filière ayant pour objectif principal d'organiser le réemploi des aides techniques a été annoncé par la secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie en septembre 2022.

L'étude de préfiguration propose une définition et un périmètre des aides techniques, et présente différents scénarios d'organisation de la future filière REP avec des objectifs associés en matière de collecte, réemploi/réutilisation et recyclage.

Différents enjeux ont été identifiés comme le réemploi et la remise en bon état d'usage, le remboursement de certaines aides techniques de seconde main par le système de santé, l'allongement de la durée de vie (possibilité de réparation notamment) et l'importance de la sensibilisation au travers de relais tels que les ergothérapeutes ou autres prescripteurs en contact direct avec les patients utilisateurs.

Ce document fait la synthèse des principaux résultats de l'étude de préfiguration, donnant des pistes de réflexion en vue de la rédaction du cahier des charges d'agrément. Toutefois, cela ne présage en rien des choix définitifs qui seront retenus par les pouvoirs publics sur la réglementation de la filière REP Aides techniques.



Energies renouvelables, réseaux et stockage

AVIS D'EXPERTS - LE STOCKAGE DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

2024/03 - 25 P

L'intégration d'énergies variables dans le mix énergétique global, actuellement dominé par des combustibles aisément stockables, implique de trouver un nouvel équilibre entre production et consommation par des solutions de flexibilité. L'une de ces solutions est de recourir à du stockage d'énergie pour restituer de la chaleur, du gaz ou de l'électricité. C'est sur ce dernier vecteur que se concentrent les questions sur l'importance du recours au stockage dans les mix prospectifs. Les modélisations d'équilibrage du réseau électrique à échéance 2050 montrent que le stockage joue un rôle mais avec une part relative qui dépend essentiellement de l'amélioration de la flexibilité de la demande.



AVIS D'EXPERTS - FLEXIBILITÉ DU SYSTÈME ÉLECTRIQUE

2024/03 - 28 P

La flexibilité électrique est un élément clé de l'efficacité et de la stabilité du système énergétique. Elle représente la capacité à ajuster la production, la distribution et la consommation d'électricité pour répondre aux fluctuations de la demande et de l'offre sur le réseau électrique.

Dans le système électrique, l'équilibre instantané nécessaire entre la production et la consommation a été historiquement assuré par des moyens de production flexibles, adaptant leur puissance pour couvrir le profil de la demande d'électricité, relativement prévisible mais essentiellement subi. Actuellement, et pour les années à venir, l'essor rapide de nouveaux usages de l'électricité, couplé à l'augmentation des moyens de production renouvelables entraînant une variabilité accrue, nécessite de piloter plus finement le système électrique, à la fois par l'offre et par la demande.

L'ADEME dresse, autour de 12 messages clés et 20 recommandations, les constats du déploiement de la flexibilité et les enjeux de son développement industriel pour la stabilité du système électrique français.



FAIRE COMMUNAUTÉS ÉNERGÉTIQUES

Recueil d'expériences à destination du colloque «Les communautés d'énergie»

2023/11 - 80 P

Avec ce recueil, la Coop des milieux propose de contribuer à proposer et discuter d'une lecture élargie du concept de communauté énergétique en participant à faire récits de cette diversité.

Ceux ici réunis s'inscrivent en prolongement d'un compagnonnage actif de plusieurs années avec plusieurs communautés, dans le contexte de préfiguration puis de consolidation de la Fabrique des Bifurcations Énergétiques.

Sur la base de ce premier répertoire d'actions, la Coop des Milieux formule la nécessité de protéger et cultiver la diversité des formes de communauté.



Mobilité et transport

ENQUÊTE NATIONALE TROTTINETTE 2023

Enquête nationale sur les utilisateurs et les usages des trottinettes électriques en France
2024/02 - 92 P + 12 P

La trottinette électrique personnelle permet de réaliser des déplacements porte-à-porte ou de se rabattre vers les transports en commun dans des zones moins densément maillées et représente une alternative plus légère aux modes individuels motorisés.

La trottinette électrique en libre-service offre une solution pratique et flexible venant compléter l'offre de mobilité urbaine.



COMMERCE EN LIGNE : IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DE LA LOGISTIQUE, DES TRANSPORTS ET DES DÉPLACEMENTS

2024/03 - 171 P + 15 P

L'étude a permis de dresser un état des lieux de l'activité sur le plan opérationnel, établir un référentiel d'évaluation quantitative des impacts environnementaux des chaînes logistiques, puis concevoir un outil de simulation de scénarios et d'évaluation de leurs impacts. Enfin, sur la base d'une analyse de la littérature, des simulations réalisées avec l'outil et d'ateliers organisés avec les acteurs du secteur, les leviers d'amélioration les plus prometteurs ont été identifiés.



Produire autrement

EVALUATION DE L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DE LA FOURNITURE D'ACCÈS À INTERNET EN FRANCE

Action collective de mise en œuvre du RCP Fourniture d'Accès à Internet
2024/03 - 101 P + 29 P

Dans le cadre de l'article 13 de la loi AGEC, l'ADEME a entrepris des travaux afin d'évaluer l'impact environnemental de la fourniture d'accès à internet.

En janvier 2023 a été publiée la deuxième version du RCP « Fourniture d'Accès à Internet (FAI) », un référentiel d'affichage environnemental spécifique aux réseaux, basé sur la méthodologie d'Analyse de Cycle de Vie (ACV).

Cette étude est issue d'une action collective visant à réaliser l'évaluation des impacts environnementaux du réseau à l'échelle de la France. Quatre fournisseurs d'accès à Internet sont impliqués : Orange, Bouygues Telecom, SFR et Iliad.

Les résultats sont présentés à l'échelle de la France et par abonné, sur les réseaux fixes et mobiles, et calculés sur 16 indicateurs environnementaux, dont notamment le changement climatique, la consommation de ressources naturelles ou encore les particules fines.



LES FILIÈRES AGRI-ALIMENTAIRES TERRITORIALISÉES FACE AUX ENJEUX DE DEMAIN

bilan de recherche dans deux régions Bourgogne Franche Comté et Pays de la Loire
2023/02 - 13 P + 176 P

Les filières agri-alimentaires territorialisées (FAT) sont les figures emblématiques de la dynamique de re-territorialisation du système alimentaire en France. Identifiées comme des dispositifs à même de favoriser la création de valeur ajoutée sur le territoire, elles se trouvent désormais au cœur de la transition agroécologique et alimentaire, avec l'objectif du développement d'un système de production alimentaire plus durable et résilient. Le projet OPERANT (Organisation et Performance Environnementale des filières alimentaires territorialisées pour la ville) – étudie les filières agro-alimentaires territorialisées pour comprendre comment elles s'organisent et quelles sont leurs performances environnementales. Sur le plan empirique, le projet se déploie dans 2 régions : Bourgogne-Franche-Comté (BFC) et Pays de la Loire (PDL). Il réunit 4 unités de recherche en sciences sociales et en sciences des aliments dans ces deux régions.



CAHIER DES CHARGES : ÉTUDE DE FAISABILITÉ D'UNE UNITÉ DE MÉTHANISATION EN BFC

Guide à la rédaction d'un cahier des charges
2024/02 - 29 P

L'ADEME propose une aide à la réalisation d'études de faisabilité pour les projets de méthanisation. En Bourgogne-Franche-Comté, l'ADEME et la Région ont des critères d'éligibilité communs pour sélectionner les projets de méthanisation pour les aides aux investissements. Ce modèle de cahier des charges pour les études de faisabilité reprend ainsi les critères d'éligibilité spécifiques à la Région Bourgogne-Franche-Comté. Il est à adapter par le porteur de projet pour que l'accompagnement sollicité soit au plus près des spécificités de son projet. Le dépôt du dossier de demande d'aide pour la réalisation de l'étude de faisabilité est à faire sur la plateforme <https://agirpourlatransition.ademe.fr/>



Sont attendus :

- La transmission du cahier des charges dont le présent document est un modèle. Ce dernier comprendra une description du projet tel qu'envisagé suffisamment précise pour permettre à l'instructeur d'appréhender le respect a priori des critères d'éligibilité régionaux en vigueur. Critères régionaux à retrouver sur <https://methabfc.fr/> (mise à jour annuelle des critères ADEME, au cours du premier trimestre)
- La fourniture de trois devis et propositions techniques détaillées permettant d'appréhender la prise en compte des différents points du présent document.
- L'indication des raisons sous-jacentes au choix du prestataire retenu.

Note : il est attendu que le prestataire retenu soit :

- Indépendant par rapport aux maîtres d'œuvre, fournisseurs et constructeurs
- Labellisé QUALIMETHA dans le cas où ce dernier proposerait également des missions d'AMO dans le cadre de son activité.

Recherche et innovation

L'ÉQUIPEMENT DES MÉNAGES FRANÇAIS EN APPAREILS ÉLECTRODOMESTIQUES

Résultats de l'enquête CONSER EDF R&D
2023/11 - 73 P

L'offre en appareils électriques n'a jamais été aussi grande pour les ménages français. À chaque aspect de la vie quotidienne peut désormais être associée une liste toujours plus longue d'équipements.

Pour faire le point sur cette situation et sur la réalité de l'équipement des ménages français, EDF R&D conduit depuis environ 10 ans une étude récurrente qui répertorie plus de 200 appareils du quotidien pour les foyers.

Ce rapport présente la partie possession (taux d'équipement) de cette étude. Sont quantifiés en quantité et en qualité les parcs nationaux d'équipements en distinguant systématiquement le type de logement (maisons individuelles et logements collectifs). Les résultats obtenus sont, le cas échéant, mis en perspective.

Le quinté de tête des équipements les plus possédés par les ménages français est dans l'ordre, en 2023, les réfrigérateurs, les TV, les tables de cuisson (toutes énergies), les lave-linges et les smartphones. Ces cinq appareils font partie des plus de 200 testés dans notre étude de référence sur l'équipement électrodomestique des foyers métropolitains.



LETTRE RECHERCHE N°46 - MARS 2024

Dynamiques territoriales et transition écologique, quelles contributions de la recherche ?
2024/03 - 6 P - 012394

Vous êtes désormais près de 25 000 abonnés, toujours plus nombreux à nous lire ! Avec ce nouveau format et cette nouvelle maquette, nous souhaitons plus que jamais vous faire connaître et partager les acquis et expertises issus de l'accompagnement de la R-D par l'ADEME.

À l'Agence de transition écologique, nous sommes plus de 500 experts à enrichir les connaissances autour de la transition écologique, en mobilisant notamment des équipes de recherche. Nous comptons également environ 120 doctorants qui contribuent à éclairer les enjeux de demain et développer des solutions pour parvenir à une société adaptée au changement climatique, plus résiliente et solidaire.

En articulation avec les appels à projets de recherche lancés autour des quatre priorités thématiques, la stratégie recherche de l'ADEME a pour objectif de créer dans les territoires un cadre d'échanges et de dialogue entre chercheurs, associations, entreprises et collectivités pour construire ensemble les réponses les plus adaptées aux enjeux locaux face au changement climatique. Cette lettre présente en particulier quelques recherches menées par l'Agence pour favoriser l'émergence de nouvelles dynamiques tant sociales qu'économiques dans les territoires, comme autour du programme COOP'TER. D'autres initiatives sont néanmoins en cours, en particulier en Pays de la Loire, en Bourgogne-Franche-Comté (avec le Clus'Ter Jura) ou en Région Auvergne-Rhône-Alpes avec les deux éditions de l'appel à manifestation d'intérêt innovations territoriales.

Au sommaire de ce numéro :

- Exposé : La recherche au service de la transition des territoires
- Thèse : Les dynamiques d'acteurs dans un contexte de transition vers une économie circulaire, le défi organisationnel
- Résultats : La coopération des acteurs territoriaux, une nécessité parfois délicate à construire
- Rencontre avec : CHRISTIAN DU TERTRE, économiste, professeur des universités, cofondateur et directeur scientifique du laboratoire ATEMIS et CLAIRE PINET, animatrice de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération au sein de l'ADEME.
- La Recherche en actions



ÉTUDE-RAPPORT

Bâtiment

PARCOURS ET PRATIQUES DES MÉNAGES EN PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ENQUÊTE AUPRÈS DE 30 MÉNAGES EN 2018

2024/03 - 70 P

Alors même que la précarité énergétique relève le plus souvent de situations de précarité économique dans un sens plus large. Elle met aussi en évidence le caractère stratégique de l'entrée dans un nouveau logement et notamment l'accompagnement à la maîtrise des systèmes sociotechniques dans certains cas. Ce sont des axes de travail à développer auprès des opérateurs et des bailleurs sociaux.

La synthèse de l'étude « Parcours et pratiques des ménages en précarité énergétique » met bien en évidence les difficultés des ménages de recourir aux aides, le manque de coordination et de lisibilité de celles-ci et permet donc d'imaginer facilement les axes de progrès sur ce point...



Déchets/économie circulaire

ÉVOLUTION DU SYSTÈME D'OBSERVATION DES DÉCHETS MUNICIPAUX ET DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Aspects techniques : bilan d'étape travaux 2020-2023

2024/012- 46 P

La gestion des déchets représente des enjeux majeurs tant au regard des impacts environnementaux et sanitaires que de la nécessaire préservation des ressources. La collecte et le traitement des déchets ménagers est un service public en perpétuelle amélioration, avec des objectifs de performance en termes de recyclage et de valorisation, en lien avec la loi AGEC. L'ADEME dispose d'un système d'information sur les déchets SINOE, qu'elle met à la disposition des acteurs responsables de la gestion des déchets ménagers et assimilés : collectivités locales, observatoires pour leur permettre de mesurer leurs performances.

Une refonte de SINOE est devenue indispensable. Cette refonte est menée de pair avec une optimisation des procédés d'observation des déchets ménagers et assimilés. Le périmètre des DMA est mis à jour pour se mettre en conformité avec le système statistique européen, intégrant des déchets non comptabilisés jusqu'à aujourd'hui.

Ce document présente :

- L'impact du nouveau périmètre des déchets ménagers et assimilés
- Des propositions d'améliorations pour les enquêtes collecte et ITOM
- Une liste des indicateurs que SINOE V3 mettra à disposition de l'ensemble des acteurs.



GAZ FLUORÉS : DONNÉES 2022

Rapport annuel de la filière

2023/09 - 85 P

Le présent rapport dresse un état des lieux de la filière des gaz fluorés (GF) en France en 2022 sur la base des éléments recueillis via l'Observatoire des gaz fluorés et d'éléments d'analyses qualitatives provenant des acteurs de la filière.

SYDEREP (SYstème DEclaratif des filières REP) rassemble tous les Registres et Observatoires des filières à Responsabilité élargie du producteur (REP) des Article de bricolage et de jardinage (ABJ), Articles de sport et loisirs (ASL), Contenus et contenants des produits chimiques (PCHIM), Dispositifs médicaux perforants des patients en auto traitement (DISP-MED), Eléments d'Ameublement (EA), des Emballages ménagers (EMBM), Equipements Electriques et Electroniques (EEE), Huiles lubrifiantes ou industrielles (LUB), Jouets, Médicaments non utilisés (MNU), Papiers graphiques (PAP), Piles et Accumulateurs (PA), Pneumatiques (PU), Produits du tabac, Produits ou matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB), Textiles d'habillement, linges de maison et chaussures (TLC) et Véhicules particuliers, camionnettes, véhicules à moteurs à 2 ou 3 roues et quadricycles (VEHICULE).

Retrouvez plus d'informations et l'ensemble des publications concernant les filières à Responsabilité élargie du producteur (REP) en consultant le site dédié : filieres-rep.ademe.fr/



GUIDE

Bâtiment

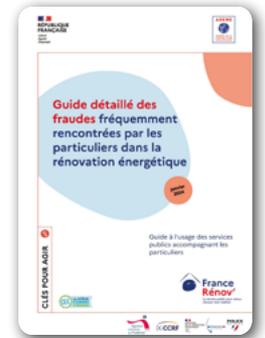
GUIDE DÉTAILLÉ DES FRAUDES FRÉQUEMMENT RENCONTRÉES PAR LES PARTICULIERS DANS LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

Guide à l'usage des services publics accompagnant les particuliers
2024/01 - 22 P - 012433

Ce guide présente 13 typologies de fraudes fréquemment rencontrées dans le secteur de la rénovation énergétique.

Pour chacune d'entre elles il propose :

- Une définition vulgarisée aidant à son identification par rapport aux cas rencontrés sur le terrain,
- Un rappel de ce qui est prévu par la loi et des sanctions encourues,
- Des conseils pour réagir face à cette situation.



MOBILISER LES PROFESSIONNELS DE TRAVAUX AUTOUR DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

2023/12 - 16 P - 012434

Ce guide aide le lecteur à mieux comprendre les professionnels de travaux (artisans, entreprises) : leur écosystème, leurs pratiques, leurs habitudes et leurs enjeux.

Il s'adresse en particulier aux membres du réseau France Rénov' et propose des conseils pour créer du lien entre ces professionnels du bâtiment et ce service public de la rénovation de l'habitat.

Cette synthèse a été élaborée par un groupe de travail animé par l'ADEME sur l'année 2022 - 2023.



Consommer autrement

LES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX (PAT) EN PAYS DE LA LOIRE : DÉFIS ET BONNES PRATIQUES

2023/07 - 32 P - 012247

En 2022, l'ADEME Pays de la Loire en collaboration avec la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) des Pays de la Loire et la Région Pays de la Loire a souhaité évaluer les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) et le dispositif d'aide partenarial mis en place pour les soutenir.

Ces travaux, nourris de nombreux échanges avec les acteurs de terrain, ont mis en avant plusieurs défis dans l'élaboration et la conduite des PAT. Ils ont également permis d'identifier un certain nombre de bonnes pratiques et de réussites qui peuvent être utiles aux collectivités.

Élaboré sur la base des retours d'expérience de 29 PAT en Pays de la Loire, ce guide vise à outiller les collectivités porteuses de PAT dans la construction et la mise en œuvre de leur démarche. Il identifie des écueils à éviter et donne des exemples de bonnes pratiques observées au sein des PAT ligériens permettant de lever certains freins à l'action.



ÉTUDE-RAPPORT

Déchets/Economie circulaire

ETUDE SUR LES FILIÈRES DÉCHETS LIÉS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN GUADELOUPE

2024/03 - 24 P

Le guide d'informations a été réalisé en 2023 dans le cadre d'une étude sur les déchets liés à la transition énergétique de la Guadeloupe. Cette transition va engendrer le développement des énergies renouvelables (éolien, solaire photovoltaïque et solaire thermique), du véhicule électrique et du stockage de l'énergie sur ce territoire. L'objectif est d'informer sur la gestion actuelle des équipements en fin de vie : obligations réglementaires, chiffres clés, filières de traitement, annuaire des professionnels, etc.



ETUDE SUR LES FILIÈRES DÉCHETS LIÉS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN MARTINIQUE

2023/03 - 24 P

Le guide d'informations a été réalisé en 2023 dans le cadre d'une étude sur les déchets liés à la transition énergétique de la Martinique. Cette transition va engendrer le développement des énergies renouvelables (éolien, solaire photovoltaïque et solaire thermique), du véhicule électrique et du stockage de l'énergie sur ce territoire. L'objectif est d'informer sur la gestion actuelle des équipements en fin de vie : obligations réglementaires, chiffres clés, filières de traitement, annuaire des professionnels, etc.



SOLUTIONS ALTERNATIVES AU BRÛLAGE POUR VALORISER LES VÉGÉTAUX

Panorama technico-économique et outils d'aide à la sélection pour les collectivités

2023/03 - 75 P

La lutte contre le brûlage à l'air libre des déchets verts représente un enjeu économique, de sécurité et de santé publique. Cette pratique émet des polluants, dont des particules fines particulièrement néfastes pour la santé. Le brûlage est interdit en France, cependant cette interdiction n'est pas toujours respectée, alors même que les déchets verts constituent une ressource organique valorisable sur place. Selon le Centre Interprofessionnel Technique d'Études de la Pollution Atmosphérique (CITEPA), plus de 6 % des émissions annuelles de PM_{2,5} du secteur résidentiel (Rapport SECTEN pour l'année 2021) sont liées aux feux de déchets verts.

Afin de lutter contre les pratiques de brûlage et d'aider les collectivités à mettre en place des solutions alternatives de gestion in situ de proximité de déchets végétaux adaptées à leur territoire, l'ADEME a réalisé une étude constituée de deux lots complémentaires (sociologie, économie). L'étude économique vise à fournir aux collectivités des éléments technico-économiques concrets pour la mise en place de solutions adaptées à chaque territoire, grâce à l'analyse de retours d'expérience et la mise à disposition d'outils appropriés par les collectivités pour engager des actions de lutte contre le brûlage des déchets verts et d'optimisation de leur gestion (favoriser le retour au sol de la matière organique et limiter les apports en déchèterie). Sur 135 retours d'expérience identifiés, l'analyse détaillée de 20 retours d'expérience permet de fournir aux collectivités des éléments concrets pour la mise en place de solutions adaptées à leur territoire :

- Aide au choix de matériel ;
- Coûts attendus ;
- Besoins organisationnels,

Les solutions étudiées incluent des solutions de prévention (jardinage raisonné, éco-pâturage), des solutions de gestion de proximité (compostage individuel et collectif, prêt de broyeurs ou prestations de broyage). L'étude économique présente également des outils pratiques d'aide à la décision au service des collectivités, incluant un outil d'auto-diagnostic, un comparatif économique ainsi qu'un focus technique sur le matériel de broyage. Pour en savoir plus : un éclairage sociologique sur la gestion des déchets verts de jardin ainsi que des éléments de communication pour cibler au mieux les actions de prévention et de sensibilisation vers le grand public et les collectivités sont accessibles [ici](#).



ÉTUDE-RAPPORT

PROSPECTIVE - TRANSITION(S) 2050 - FEUILLETON ADAPTATION DU SYSTÈME ÉLECTRIQUE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Adaptation du système électrique au changement climatique

2024/03 - 27 P - 012121

« Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » est une prospective qui peint quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ils visent à articuler les dimensions technico-économiques avec des réflexions sur les transformations de la société qu'elles supposent ou qu'elles suscitent.

Le rapport « Transition(s) 2050 », première étape de cet exercice, a été publié le 30 novembre 2021. Chaque secteur y est détaillé, à savoir ceux qui relèvent de la consommation, du système productif, de l'offre d'énergie, des ressources et des puits de carbone. Il est progressivement complété par des feuillets qui apportent un éclairage supplémentaire, en particulier sur les impacts induits. C'est l'objet du présent ouvrage qui détaille la vulnérabilité du système électrique aux conditions météorologiques (température, vent, ensoleillement, etc.) et climatiques (régimes hydrauliques, phénomènes périodiques comme l'oscillation nord-atlantique par exemple, etc.), que ce soit au niveau de la consommation, ou de la production d'électricité à horizon 2050

L'ensemble de ces publications est le résultat d'un travail de quatre ans mené par l'ADEME en interaction avec des partenaires extérieurs afin d'éclairer les décisions à prendre dans les années à venir. Car le but n'est pas de proposer un projet politique, ni « la » bonne trajectoire mais de rassembler des éléments de connaissances techniques, économiques et environnementales afin de faire prendre conscience des implications des choix sociétaux et techniques qu'entraîneront les chemins qui seront choisis.



PROSPECTIVE - TRANSITION(S) 2050 - FEUILLETON EMPREINTES

Évaluation des empreintes carbone et matières des scénarios Transition(s) 2050

2024/03 - 38 P - 012109

« Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » est une prospective qui peint quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ils visent à articuler les dimensions technico-économiques avec des réflexions sur les transformations de la société qu'elles supposent ou qu'elles suscitent.

Le rapport Transition(s) 2050, première étape de cet exercice, a été publié le 30 novembre 2021. Chaque secteur y est détaillé, à savoir ceux qui relèvent de la consommation, du système productif, de l'offre d'énergie, des ressources et des puits de carbone. Il est complété par des feuillets qui apportent un éclairage supplémentaire, en particulier sur les impacts induits. C'est l'objet du présent ouvrage qui présente les résultats de l'évaluation des empreintes carbone et matières de la France en 2050 pour chacun des scénarios. Ce travail étend les premiers travaux de Transition(s) 2050 sur les émissions de GES, qui n'incluaient pas les émissions associées aux importations, ni les flux de matières mobilisés par l'économie française en 2050.

L'ensemble de ces publications est le résultat d'un travail de quatre ans mené par l'ADEME en interaction avec des partenaires extérieurs afin d'éclairer les décisions à prendre dans les années à venir. Car le but n'est pas de proposer un projet politique, ni « la » bonne trajectoire mais de rassembler des éléments de connaissances techniques, économiques et environnementales afin de faire prendre conscience des implications des choix sociétaux et techniques qu'entraîneront les chemins qui seront choisis.



PROSPECTIVE - TRANSITION(S) 2050 - FEUILLETON EFFETS DISTRIBUTIFS ENTRE DIFFÉRENTS TYPES DE MÉNAGES

Effets distributifs entre différents types de ménages
2024/03 - 25 P - 012120

« Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » est une prospective qui peint quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ils visent à articuler les dimensions technico-économiques avec des réflexions sur les transformations de la société qu'elles supposent ou qu'elles suscitent. Le rapport Transition(s) 2050, première étape de cet exercice, a été publié le 30 novembre 2021. Chaque secteur y est détaillé, à savoir ceux qui relèvent de la consommation, du système productif, de l'offre d'énergie, des ressources et des puits de carbone. Il est progressivement complété par des « feuillets » qui apportent un éclairage supplémentaire en particulier sur les impacts induits.



L'objet du travail d'analyse synthétisé dans ce document est une simulation des évolutions des diverses sources de revenus, des prix, du changement technique (rénovations et achat de nouveaux véhicules), ainsi que des consommations et des dépenses d'énergie pour le logement et le transport individuel à partir de données anonymisées d'environ 10 000 ménages. Un rapport plus détaillé est disponible sur ademe.fr/les-futurs-en-transition/.

L'ensemble des publications du projet d'analyse prospective « Transition(s) 2050 » est le résultat d'un travail de quatre ans conduit par l'ADEME en interaction avec des partenaires extérieurs afin d'éclairer les décisions à prendre dans les années à venir pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050. Car le but n'est pas de proposer un projet politique, ni « la » bonne trajectoire mais de rassembler des éléments de connaissances techniques, économiques et environnementales afin de faire prendre conscience des implications des choix sociétaux et techniques qu'entraîneront les chemins qui seront choisis.

PROSPECTIVE - TRANSITION(S) 2050 - FEUILLETON NUMÉRIQUE

Quels impacts environnementaux dans une France neutre en carbone en 2050 ?
2024/03 - 41 P - 012105

« Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » est une prospective qui peint quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ils visent à articuler les dimensions technico-économiques avec des réflexions sur les transformations de la société qu'elles supposent ou qu'elles suscitent.

Le rapport Transition(s) 2050, première étape de cet exercice, a été publié le 30 novembre 2021. Chaque secteur y est détaillé, à savoir ceux qui relèvent de la consommation, du système productif, de l'offre d'énergie, des ressources et des puits de carbone. Il est complété par des feuillets qui apportent un éclairage supplémentaire, en particulier sur les impacts induits. C'est l'objet du présent ouvrage qui vise à mesurer l'impact environnemental des biens et des services numériques en France à l'horizon 2050 sur la base d'une étude d'analyse de cycle de vie commandée par le gouvernement et réalisée pour le compte de l'ADEME et de l'Arcep.

L'ensemble de ces publications est le résultat d'un travail de quatre ans mené par l'ADEME en interaction avec des partenaires extérieurs afin d'éclairer les décisions à prendre dans les années à venir. Car le but n'est pas de proposer un projet politique, ni « la » bonne trajectoire mais de rassembler des éléments de connaissances techniques, économiques et environnementales afin de faire prendre conscience des implications des choix sociétaux et techniques qu'entraîneront les chemins qui seront choisis.



PROSPECTIVE - TRANSITION(S) 2050 - FEUILLETON QUALITÉ DE L'AIR

Quelles émissions de polluants atmosphériques à l'horizon 2050 ?

2024/03 - 42 P - 011802

« Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » est une prospective qui peint quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ils visent à articuler les dimensions technico-économiques avec des réflexions sur les transformations de la société qu'elles supposent ou qu'elles suscitent.

Le rapport Transition(s) 2050, première étape de cet exercice, a été publié le 30 novembre 2021. Chaque secteur y est détaillé, à savoir ceux qui relèvent de la consommation, du système productif, de l'offre d'énergie, des ressources et des puits de carbone. Il est complété par des feuillets qui apportent un éclairage supplémentaire, en particulier sur les impacts induits. C'est l'objet du présent ouvrage qui évalue les impacts sur les émissions de polluants atmosphériques dans les secteurs de l'agriculture, du résidentiel-tertiaire et des transports.

L'ensemble de ces publications est le résultat d'un travail de quatre ans mené par l'ADEME en interaction avec des partenaires extérieurs afin d'éclairer les décisions à prendre dans les années à venir. Car le but n'est pas de proposer un projet politique, ni « la » bonne trajectoire mais de rassembler des éléments de connaissances techniques, économiques et environnementales afin de faire prendre conscience des implications des choix sociétaux et techniques qu'entraîneront les chemins qui seront choisis.



PROSPECTIVE - TRANSITION(S) 2050 - FEUILLETON SOBRIÉTÉ

Quelle place dans la réduction des consommations d'énergie et d'émissions de GES en 2030 et 2050 ?

2024/03 - 27 P - 012340

« Transition(s) 2050. Choisir maintenant. Agir pour le climat » est une prospective qui peint quatre chemins cohérents et contrastés pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050. Ils visent à articuler les dimensions technico-économiques avec des réflexions sur les transformations de la société qu'elles supposent ou qu'elles suscitent.

Le rapport Transition(s) 2050, première étape de cet exercice, a été publié le 30 novembre 2021. Chaque secteur y est détaillé, à savoir ceux qui relèvent de la consommation, du système productif, de l'offre d'énergie, des ressources et des puits de carbone. Il est progressivement complété par des « feuillets » qui apportent un éclairage supplémentaire en particulier sur les impacts induits.

L'objet du présent ouvrage évalue les impacts de la sobriété, de l'efficacité énergétique, du commerce international et de la décarbonation de l'énergie et des procédés sur la consommation d'énergie et les émissions de GES dans la mobilité, le résidentiel, le tertiaire et l'industrie.

L'ensemble des publications du projet d'analyse prospective « Transition(s) 2050 » est le résultat d'un travail de quatre ans conduit par l'ADEME en interaction avec des partenaires extérieurs afin d'éclairer les décisions à prendre dans les années à venir pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050. Car le but n'est pas de proposer un projet politique, ni « la » bonne trajectoire mais de rassembler des éléments de connaissances techniques, économiques et environnementales afin de faire prendre conscience des implications des choix sociétaux et techniques qu'entraîneront les chemins qui seront choisis.



ÉTUDE - RAPPORT / GUIDE / MAGAZINE

Bâtiment

ENQUÊTE LONGITUDINALE - LES LEVIERS ET LES FREINS À LA SORTIE DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

2024/03 - 98 P

À l'occasion de la Journée nationale de lutte contre la précarité énergétique, le 24 novembre 2022, l'Observatoire National de la Précarité Énergétique dévoile les résultats d'une enquête inédite qui a suivi pendant un an une cohorte de 30 ménages en situation de précarité énergétique dont la majorité a bénéficié de dispositifs d'accompagnement.

L'exploitation de cette enquête longitudinale met en évidence les leviers et les freins à la sortie de la précarité énergétique et propose des pistes de réflexion sur l'amélioration des dispositifs d'accompagnement.



Changement climatique et énergie

SYNTHÈSE DES DISPOSITIFS D'AIDES À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES COLLECTIVITÉS DE LA RÉUNION

Mars 2024

2024/03 - 60 P - 012323

Cette synthèse des dispositifs d'aides à la transition énergétique est à destination des collectivités et établissements publics de La Réunion, qui souhaitent être accompagnés dans le cadre de leur projet de rénovation énergétique de bâtiments, ou de développement des énergies renouvelables. Sont présentées les aides aux accompagnements techniques, aux études, aux travaux, ainsi que certains financements bancaires des principaux financeurs publics et privés intervenant dans le domaine de l'énergie sur le territoire.



SYNTHÈSE DES DISPOSITIFS D'AIDES À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES ENTREPRISES PRIVÉES DE LA RÉUNION

Mars 2024

2024/03 - 60 P - 012411

Cette synthèse des dispositifs d'aides à la transition énergétique est à destination des entreprises privées, et associations de La Réunion, qui souhaitent être accompagnées dans le cadre de leur projet de rénovation énergétique de bâtiments, ou de développement des énergies renouvelables. Sont présentées les aides aux accompagnements techniques, aux études, aux travaux, ainsi que certains financements bancaires des principaux financeurs publics et privés intervenant dans le domaine de l'énergie sur le territoire.



CENTRE NATIONAL DE RESSOURCES « ENERGIES RENOUVELABLES (ENR), BIODIVERSITÉ, SOLS, EAUX ET PAYSAGES »

Etude de préfiguration

2023/08 - 60 P

Dans le contexte de forte accélération du déploiement des EnR et de renouvellement des autorisations ou repowering des parcs existants dans les prochaines décennies ; de déclin massif de la biodiversité, associé à des incompréhensions voire tensions entre les acteurs concernés, la conciliation entre EnR, biodiversité, sols, eaux et paysages apparaît comme une priorité de l'Etat, justifiant une action conjointe de l'OFB et de l'ADEME auprès de l'ensemble des parties prenantes sur ce sujet. Une feuille de route partagée entre ces 2 établissements a donc été établie. La préfiguration d'un centre national de ressources multi-partenarial (CDR) « Energies renouvelables, Biodiversité, Sols, Eaux et Paysages » a été lancée fin 2022, en lien avec ses ministères de tutelle et l'ensemble de la chaîne d'acteurs concernée.



ELUS POUR AGIR EN NORMANDIE - JOURNÉE DE LANCEMENT 12 MARS 2024

2024/03 - 87 P

Diaporama présenté à l'occasion de la journée de lancement du réseau normand «Elus pour Agir» le 12 mars 2024 à Rouen, avec notamment quelques éléments de présentation de :

- 4 retours d'expérience
- L'ADEME en Normandie
- Collecte séparée des biodéchets, l'exemple de Sotteville lès Rouen



ELUS POUR AGIR : SYNTHÈSE DE LA JOURNÉE DU 12 MARS 2024

Retour en images

2024/03 - 37 P

Synthèse de la journée de lancement national et régional du Réseau «Elus pour Agir» qui s'est déroulé le 12 mars à Dole.

Cette synthèse vous propose, au travers des illustrations d'une facilitatrice graphique, des retours en images d'expériences inspirantes en Bourgogne-Franche-Comté, les perspectives du réseau «Elus pour Agir» et les photos de la visite de la nouvelle chaufferie biomasse de Dole.



FORMATION «CLIMAT : TOUT COMPRENDRE, AGIR ENSEMBLE !» - VERSION INITIATION

Supports de formation avancée aux questions climatiques et aux solutions d'adaptation

2024/03 - 87 P

Ce support de formation est destiné aux enseignants, formateurs, médiateurs, bénévoles, professionnels... et à toute personne souhaitant sensibiliser et former des publics aux enjeux climatiques. Son contenu, basé sur le dernier rapport du GIEC, est adapté à des personnes averties sur le sujet.

Pour aider les formateurs à s'adapter à des publics variés, une version courte et une version longue du support formation sont disponibles. De plus, ils peuvent s'appuyer sur un livret proposant des commentaires aux diapositives et des idées d'activités pédagogiques.

Voir aussi : [Formation «Climat : Tout comprendre, agir ensemble !» - version approfondie](#)

2024/03 - 93 P



Consommer autrement

ADEME OUTRE-MER N° 7 - 2024

2024/03 - 20 P - 012392

20 pages d'informations : les temps forts 2023, le bilan de l'opération «DECARB FLASH» du plan France 2030 en Outre-mer, notre dossier «Alimentation Durable» et des articles de terrain pour présenter les projets exemplaires menées par les Directions régionales de l'ADEME en Outre-Mer.



Déchets/Economie circulaire

PRÉSENTATION DE L'APPEL À PROJETS AURADECHET 2024

[Les décryptages de l'#ADEMEAURA] - webinaire du 14 mars 2024
2024/03 - 25 P

Afin d'accélérer la modernisation du parc des centres de tri, le maillage du territoire en déchèteries professionnelles et d'augmenter les capacités de valorisation matière, l'ADEME

en Auvergne-Rhône-Alpes lance l'Appel à projets AURADECHET 2024.

Intégré au Fonds Economie Circulaire, il s'adresse aux acteurs économiques privés d'Auvergne-Rhône-Alpes.



PRÉSENTATION DE L'APPEL À PROJET ORMAT 2024

[Les décryptages de l'#ADEMEAURA] - Webinaire du 21 mars 2024
2024/03 - 22 P

Après le succès d'ORMAT 2023, avec près de 130 lauréats dont plus de 25 en Auvergne-Rhône-Alpes, l'ADEME poursuit le financement des projets visant l'amélioration ou le développement industriel du recyclage, portés par les préparateurs de déchets, les producteurs ou les incorporateurs de MPR pour valoriser au maximum les ressources et matières issues des déchets et anticiper les évolutions réglementaires, vers une industrie française circulaire, plus sobre et moins carbonée.

Retrouvez la présentation de l'AAP ORMAT 2024 organisée par l'ADEME en Auvergne-Rhône-Alpes lors d'un webinaire du 21/03/2024.



Développement durable

12 FICHES POUR ANIMER DES ATELIERS POUR LES JEUNES ET LE GRAND PUBLIC

2024/03 - 24 P

A l'occasion de la semaine « J'peux pas j'ai climat » organisée par l'Agence du service civique et l'ADEME avec l'association Unis-Cité, des fiches ont été créées pour proposer 12 idées d'animations faciles et ludiques à réaliser avec des enfants.

Le temps des activités est très variable : de 10 minutes à quelques heures.

Ces fiches peuvent aider les enseignants et les animateurs jeunesse à réaliser des activités ludiques et écologiques avec des élèves de primaire, collège et lycée ainsi qu'avec des groupes de jeunes.

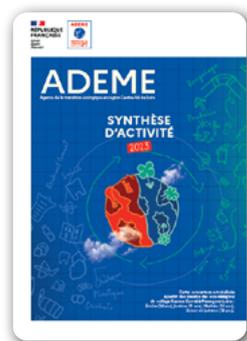


Institutionnel

SYNTHÈSE D'ACTIVITÉ 2023 DE L'ADEME EN CENTRE-VAL DE LOIRE

2024/01 - 6 P - 012390

Retrouvez les actions phares de l'ADEME Centre-Val de Loire en 2023. 241 projets soutenus pour un montant d'investissement de 34,1 M€. De nombreux retours d'expériences régionales sont abordés dans cette édition.



L'ADEME EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ : SYNTHÈSE 2023 ET PERSPECTIVES 2024

2024/02 - 16 P - 012413

L'ADEME Bourgogne-Franche-Comté présente sa synthèse d'activité 2023. Elle présente les principaux chiffres clés de l'année 2023 : montant des projets, aides de l'ADEME par bénéficiaire, par thématique et par département, zoom sur les différents Fonds.

Elle balaie également les faits marquants de l'année 2023 et les perspectives 2024 à l'échelle de la région et par département.



ADEME EN BRETAGNE - RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

2024/02 - 20 P - 012396

Avec un budget toujours en hausse, à plus de 82 millions d'euros pour 2023, et une équipe renforcée, l'ADEME en Bretagne continue de déployer ses missions d'accompagnement et d'aides aux projets portés par les collectivités et les entreprises. L'année 2023 est marquée par l'élaboration d'une stratégie d'action et le développement d'un maillage de proximité de relais.



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023 DE L'ADEME EN GUYANE

2024/03 - 6 P - 012420

Bilan des actions portées ou soutenues par l'ADEME en Guyane en 2023.



PRÉSENTATION « RÉSEAU DES ELUS POUR AGIR » EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Lancement du Réseau des Elus lors du webinaire du 12 mars 2024
2024/03 - 34 P

Ce « Réseau des Elus pour agir », animé par l'ADEME, a pour objectif de vous accompagner à mieux appréhender les enjeux de la transition écologique quel que soit votre niveau de maîtrise du sujet.

L'objectif ? Fournir aux élus des clés de décryptage des enjeux et des leviers de la transition écologique ; mais aussi des outils pour agir localement en proposant des actions concrètes pour votre commune grâce aux enseignements de nos experts nationaux de l'ADEME.

Cette présentation a été proposée le 12 mars 2024 lors d'un webinaire organisé par l'ADEME en Auvergne-Rhône-Alpes, à destination des élus de la région inscrits au réseau.

Cette présentation lance officiellement le réseau et met en lumière plus spécifiquement les enjeux des énergies renouvelables en région avec un focus sur la chaleur renouvelable.



L'OFFRE ADEME EN OCCITANIE. DÉMARCHES TERRITORIALES DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE. ACCOMPAGNEMENTS ET MOYENS DÉDIÉS AUX COLLECTIVITÉS.

2024/02 - 16 P - 012413

L'ADEME, Agence de la Transition Écologique, est partenaire des démarches de « Contrat pour la Réussite de la Transition Écologique » (CRTE), des projets de territoires associés et des collectivités.

Elu(e)s, directeurs/directrices et technicien(ne)s de collectivités, ce document vous présente les dispositifs d'appui techniques et financiers de l'ADEME en Occitanie pour réaliser les projets de transition écologique de votre territoire.

Ce document est une synthèse non exhaustive mise à jour au cours de l'année. Il convient de se référer à la fiche de chaque dispositif et appel à projets sur la plateforme <https://agirpourlatransition.ademe.fr/> en suivant les liens mentionnés dans ce document.



L'OFFRE ADEME EN OCCITANIE. TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES ENTREPRISES. ACCOMPAGNEMENTS ET MOYENS DÉDIÉS AUX TPE/PME, ETI ET GRANDS GROUPES

2024/03 - 37 P

Ce document liste les outils et dispositifs portés par l'ADEME, Agence de la transition écologique, et ses partenaires pour accompagner les entreprises d'Occitanie dans leur trajectoire vers la neutralité carbone et l'économie circulaire.



RAPPORT DE GESTION ET DE PERFORMANCE 2023

2024/03 - 4 P + 96 P

Le rapport de gestion et de performance présente l'exécution des recettes et des dépenses en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP), le solde budgétaire et la trésorerie, au regard des performances de l'agence dans le cadre de son contrat d'objectif et de performance avec l'Etat.

L'ADEME analyse ses dépenses selon la segmentation en destinations budgétaires suivantes :

- Le budget incitatif destinée au financement des missions et activités techniques de l'agence, et ayant pour résultat direct des développements, des investissements ou des comportements vertueux par tous les acteurs économiques tiers,
- Le budget incitatif dédié au plan France Relance destiné aux actions définies par le gouvernement pour le verdissement de l'économie,
- Le budget Fonds vert, fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires,
- Le budget de moyens qui couvre les besoins destinés au fonctionnement propre de l'agence,
- Le budget des ressources externes,
- Le budget annexe dédié à l'instance de supervision des filières à responsabilité élargie des producteurs - dites filières REP.



E-LETTRE ADEME BRETAGNE N°32 AVRIL 2024

Dossier «Le réseau élus pour agir»

2024/03 - 2 P - 012423

Au-delà de tous les dispositifs et soutiens proposés par l'ADEME, le partage des réflexions et des expériences entre pairs contribue à la dynamique d'accélération de la transition. C'est la raison d'être du nouveau réseau Elus pour agir. En Bretagne, le réseau prend son envol.



LETTRE D'INFORMATION ADEME BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ N°33

2024/03 - 8 P - 012410

Hors-série - 8 pages : l'ADEME BFC, une équipe agile, l'offre en région

- A la une : 2024, année décisive pour la transition écologique
- Intégrer notre approche systémique
- Coup d'accélérateur sur les aides !
- L'ADEME, animatrice de réseaux de proximité
- Défricher les sujets de demain
- La sobriété, un concept ancien... à faire vivre !
- En chiffres



Recherche et innovation

PRÉSENTATION DE L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) RÉGIONAL «INNOVATIONS TERRITORIALES» 2024

2024/03 - 20 P

Présentation de l'Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) régional « Innovations Territoriales » 2024

Cet appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux collectivités territoriales et aux collectifs mixtes d'acteurs (publics/privés/associatifs) d'Auvergne-Rhône-Alpes souhaitant enclencher des changements profonds dans la manière d'élaborer et de mettre en œuvre les projets et les politiques de transition écologique sur leur territoire, en s'appuyant sur l'innovation sociale et territoriale.

Il vise à identifier des intentions de projets déjà structurés et en cours de maturation, qui pourront à l'issue d'un processus de sélection et sur la base d'un projet finalisé bénéficier d'un soutien de l'ADEME.

Pour cette 2ème édition de l'AMI régional, des projets sont attendus autour de trois grandes thématiques :

- 1- COOPERATIONS TERRITORIALES - Pour innover dans les coopérations territoriales existantes et en créer de nouvelles pour accélérer les changements.
- 2- TRANSITION DES MODES DE VIE - Pour expérimenter de nouvelles approches d'accompagnement du changement des modes de vies, des comportements et des pratiques sociales vers des pratiques plus sobres.
- 3- UTILISATION DES RECITS ET IMAGINAIRES - Pour favoriser l'évolution des représentations et imaginaires en soutien aux transitions territoriales.

